CE MONDE QUI BOUGE

Le Maroc, l'Homo sapiens, la Libye et le Qatar

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

L'évènement, c'est la découverte au Maroc, dans le djebel Irhoud (Adrar Ighüd en amazigh), du plus vieux fossile d'Homo sapiens, âgé de 300 000 ans. Cette découverte remet en cause la théorie selon laquelle tous les humains seraient issus d'une population vivant en Afrique de l'Est il y a plus de 200 000 ans. Pour l'un des chercheurs, Jean-Jacques Hublin, si l'homme découvert au Maroc et mort depuis plus de 300 000 ans, «portait un chapeau, on ne pourrait pas le différencier de nous» ! Sans blague, les habitants actuels de la vieille Europe descendraient donc en droite ligne de cet Homo sapiens ? Ce seraient donc ses arrière-arrière-petits-enfants qui ont traversé, bien avant Hannibal, puis Tarik Ibn Ziad, le détroit portant le nom de ce dernier, Gibraltar (Djebal Tarik en arabe), pour s'installer et peupler la rive nord de la Méditerranée. Et Marine Le Pen appartiendrait à sa lointaine progéniture !

Cette découverte a eu un tel retentissement médiatique au niveau international qu'elle a failli faire oublier la situation au Rif où d'autres descendants de cet Homo sapiens manifestent quotidiennement à Al-Hoceïma et dans la localité voisine d'Imzouren depuis plus de sept mois. Et ils ne sont pas près de s'arrêter. Malgré l'incarcération de quelque 86 personnes, sous l'accusation «d'atteinte à la sécurité intérieure» avec, outre des mauvais traitements et des cas de torture selon les avocats des détenus, l'embastillement de Nasser Zefzafi, figure de proue de la contestation rifaine, les autorités marocaines pensaient que les protestations allaient finir par s'estomper. Il n'en a rien été. Nawal Ben Aïssa, qui a pris la relève de Zefzafi, est la nouvelle figure montante d'une protestation populaire qui se poursuit. Au fait qu'en pense la FIDH ?

Pour la monarchie alaouite de droit divin, les médias et les partis politiques liés au Makhzen, qui n'ont de cesse de vanter la stabilité politico-institutionnelle du royaume, ce qui se passe au Rif n'est assurément pas de bon augure : c'est révélateur de l'aggravation des inégalités sociales. En matière d'indice de développement humain (IDH) pour 2016 établi chaque année par le Pnud (Programme des Nations-Unies pour le développement), le Maroc est classé à la 123e place, loin derrière son voisin algérien classé 83e (84e en 2015), un peu mieux loti, ce qui ne veut pas dire que l'Algérie est un paradis social. Reste que les médias et les politiques liés au Makhzen ne cessent de décrire le voisin algérien aux visiteurs étrangers comme étant moins développé que le Maroc. Comme quoi… Et ce n'est pas la visite effectuée par Emmanuel Macron dans un Maroc en pleines tensions sociopolitiques, qui changera les choses.

L'autre évènement au Maghreb, c'est cette affaire de libération de Seïf al-Islam, le fils aîné de Kadhafi, par les milices de Zenten, adversaires déclarés des autorités en place à Tripoli, notamment des milices de la branche libyenne des Frères musulmans qui soutiennent le Gouvernement d'union nationale (GNA) de Fayez al-Saraj, reconnu par la communauté internationale. Condamné à mort en 2015 par un tribunal de Tripoli pour son rôle présumé dans la répression du soulèvement de 2011, Seïf al-Islam est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt lancé par la Cour pénale internationale (CPI). De deux choses l'une, ou cette libération est un «bluff» destiné à tester la réaction des différents groupes se disputant le pouvoir en Libye ou alors il s'agit d'une réelle libération intervenant dans un contexte où de nombreuses tribus libyennes et des partisans de l'ancien régime tentent de revenir dans le jeu, dans un pays où deux autorités – le GNA à Tripoli et le maréchal autoproclamé Khelifa Haftar à Tobrouk – se disputent le pouvoir. A suivre.

Pour terminer, le Qatar. Rester un allié fidèle et docile des Etats-Unis et ne pas déplaire à l'Iran, voilà le problème, pour l'heure insoluble, dans lequel est enferré le Qatar. L'Arabie Saoudite, qui ne veut pas relâcher la pression sur son petit voisin, vient de franchir un nouveau pas : selon Le Monde.fr du 12 juin, elle aurait sommé des Etats africains de rompre leurs relations diplomatiques avec Doha. Outre la Mauritanie, le Tchad, les Comores et l'île Maurice – que des petits – ont déjà obtempéré, alors que le Nigeria ferait de la résistance.

Le Maroc, ne souriez pas, va envoyer de l'aide alimentaire au Qatar, soumis à un blocus inhumain, paraît-il, par ses voisins, un geste de «solidarité et d'entraide entre peuples islamiques» en ce mois du jeûne du Ramadhan, explique-t-on à Rabat ! Ne sachant donc pas à quel saint se vouer, l'émir du Qatar frappe à toutes les portes. Son ministre des Affaires étrangère, Mohammad ben Abdel Rahman Al Thani, s'en est allé en Allemagne, en Grande-Bretagne, en France, des pays où Doha a investi des millions de dollars, chercher du secours et un peu de réconfort, non sans gonfler le torse : «Personne ne dictera la politique étrangère du Qatar», a-t-il tonné. Et on est prié de le prendre au mot. Affaire à suivre également.

H. Z.

ENTRETIEN AVEC LEÏLA AÏCHI, CANDIDATE AUX LÉGISLATIVES FRANCAISES :

«Il y a eu levée de boucliers contre ma candidature»

Algérienne d'origine, Leïla Aïchi fait actuellement face à un acharnement terrible du candidat qu'elle doit affronter le 18 juin prochain lors du déroulement du second tour du scrutin pour les législatives. Pour la déstabiliser et lui ôter toute chance auprès de l'électorat marocain, son adversaire la présente comme une militante du Front Polisario. Leïla Aïchi est candidate pour la 9e circonscription établie hors de la France. Cette dernière regroupe 16 pays du Maghreb et de l'Afrique de l'Ouest.

Entretien réalisé par Abla Chérif

***Le Soir d'Algérie* : Depuis votre victoire au premier tour, vous faites l'objet d'un acharnement des Marocains qui vous présentent comme une militante du Front Polisario, ce que vous avez démenti. Pouvez-vous clarifier votre position à l'égard de ce mouvement qui lutte pour l'indépendance du peuple sahraoui ?**

Leïla Aïchi : Je suis candidate aux élections législatives françaises, dans la 9e circonscription des Français établis hors de France comprenant 16 pays du Maghreb et d'Afrique de l'Ouest, dont l'Algérie. Il s'agit donc d'une élection française avec des électrices et des électeurs français qui sont appelés à se prononcer. Dans toutes les rencontres que j'ai eues avec eux, les électeurs insistent pour que la députée que je serai demain s'ils me témoignent à nouveau massivement leur confiance le 18 juin 2017, comme ils l'ont fait lors du premier tour de scrutin le 4 juin, se consacre à gérer les préoccupations concrètes des Français et des binationaux établis dans la circonscription. C'est bien mon intention.

Cela étant dit, comme certains ont cherché à polluer le débat républicain et démocratique en créant de toute pièce une polémique sans fondement dans le seul but de susciter une levée de boucliers contre ma candidature, il me paraît utile de rappeler ma position. Sur la question du Sahara occidental, ma position est claire : elle est la position constante de la France. Je suis sénatrice et demain, s'il plaît à Dieu et si les électeurs en décident ainsi, je serai député à l'Assemblée nationale, et je n'ai pas de position personnelle sur cette question.

Votre principal concurrent et son entourage affirment que vous avez été destituée ces derniers jours...

J'ai été investie le 11 mai 2017 par La République en Marche, le mouvement du Président Emmanuel Macron et le MoDem, la formation de François Bayrou. C'est fort de cette double investiture que je me présente en toute humilité mais avec détermination et force devant les électeurs. Je fais face au second tour de scrutin à un candidat dissident qui a échoué à obtenir l'investiture de La République en Marche, qui s'est présenté au premier tour de scrutin comme candidat indépendant et qui s'agite avec l'énergie du désespoir pour tenter de fragiliser ma candidature.

J'ai été investie. Je n'ai jamais été désinvestie (contrairement à toutes les affirmations mensongères que mon adversaire entretient, profitant de quelques complicités politiciennes et affinités personnelles au sein de La République En Marche). J'ai remporté le premier tour de scrutin et j'entends bien mériter la confiance des électrices et des électeurs le 18 juin 2017.

J'ajouterai un dernier point : la France est un Etat de droit et l'organisation des élections obéit à des règles très strictes. Je suis avocate et une élue de la République. Je respecte scrupuleusement nos lois et règlements.

J'attends de mon adversaire qu'il en fasse de même et cesse de colporter toutes sortes de rumeurs et d'affirmations erronées et mensongères. Il a choisi d'être un candidat dissident. Qu'il en assume les conséquences et ne cherche pas à tromper les électeurs.

Quelle est la position d'Emmanuel Macron dans cette affaire?

Le président de la République n'a pas à se mêler de ce genre de querelles politiciennes née de l'ambition d'un candidat dissident.

J'ai travaillé en bonne intelligence avec Emmanuel Macron lorsqu'il était au gouvernement lors du travail parlementaire sur plusieurs textes importants.

Je me réjouis de l'avoir soutenu durant la campagne présidentielle et de pouvoir contribuer à partir du 18 juin 2017, si les électeurs le veulent bien, à la majorité parlementaire forte dont il a besoin pour réformer la France.

Quel message allez-vous enfin passer lors des rencontres que vous aurez en Algérie ?

Tout d'abord, un message de mobilisation ! L'élection n'est pas terminée. Il faut voter massivement le 18 juin 2017 ! Pour ne pas se laisser dépouiller de son choix de désigner librement son député.

Et parce que ce qui est en jeu dans cette élection législative, c'est un choix essentiel pour nos électeurs : voulez-vous voter pour un candidat dissident néophyte, qui a recours à tous les moyens imaginables pour fausser le débat public, semer la confusion dans l'opinion publique pour masquer le fait qu'il est un candidat dissident ?

Ou bien voter pour une candidate expérimentée, qui connaît le fonctionnement du Parlement, qui est en capacité de commencer à porter les réformes voulues par les Français de l'étranger dès l'ouverture de la session parlementaire, et qui a été investie à la fois par La République en Marche et le MoDem ? Au premier tour, les électeurs ont tranché.

Ils feront de même le 18 juin lors du second tour. J'ai toute confiance en eux.

A. C.

RÉFUGIÉS SYRIENS BLOQUÉS À FIGUIG

«Donnez-nous de l'eau et de la nourriture»

Un combat d'un autre âge se déroule depuis des jours à Figuig : celui de la survie, de recherche de nourriture et d'eau un tant soit peu potable qui maintiendrait en vie les 28 réfugiés syriens bloqués depuis avril dernier à la frontière marocaine.

Les appels au secours d'Abou Zoheïr se font incessants depuis cinq jours. Les habitants de la ville de Figuig, à la frontière marocaine, n'ont plus le droit de les approvisionner en nourriture et en eau.

Depuis la tentative, faite par certains d'entre eux d'échapper à cet enfer en remontant vers le Nord, les autorités marocaines ont interdit à quiconque de les approcher. Abou Zoheïr, que nous avons, une fois de plus, joint par téléphone, raconte : «Nous mourrons à petit feu, les onze enfants qui se trouvent parmi nous ne supportent pas l'eau salée du fleuve avec laquelle nous nous abreuvons. Des soldats nous entourent, personne ne peut bouger ou passer nous aider. Nous demandons aux autorités de commencer par nous aider en toute urgence à régler cette crise alimentaire qui nous frappe. Nous avons besoin d'eau, nous voulons manger, aidez-nous je vous en supplie, nous avons un enfant de deux ans qui s'est complètement affaibli, les autres sont en léthargie totale, le manque de nourriture et la chaleur les ont complètement anéantis. Le Haut Commissariat aux réfugiés ne fait absolument rien pour nous aider, je ne comprends pas pourquoi, nous avons fui notre pays en guerre dans l'espoir de trouver de l'aide mais on a été pris en otage dans un conflit entre Etats, un conflit qui nous dépasse. Les Marocains ne veulent pas de nous, s'il vous plaît demandez aux autorités algériennes de nous laisser revenir sur leur sol pour que notre calvaire cesse. Donnez-nous à manger, à boire, nous ne sommes pas terroristes, seulement des Syriens qui ont tout perdu là-bas dans leur pays.»

Contacté par nos soins à plusieurs reprises, le bureau du HCR n'a pas répondu à nos sollicitations. Abou Zoheïr nous affirmait hier encore avoir joint l'organisme humanitaire «une standardiste m'a répondu, mais elle ne savait pas trop bien que faire de mon appel. Au moment où se déroulait la communication, ma petite fille de 5 ans, Manal, hurlait parce qu'elle se trouvait face à un scorpion».

A. C.